

MALI : INGÉRENCE
HUMANITAIRE
OU NOUVEAU
SAHELISTAN ?

Le 15 janvier, après la demande d'intervention reçue de son homologue malien, François Hollande est parti aux Emirats demander des fonds pour l'intervention au Mali, et par la même occasion, il a visité la base navale française d'Abu Dhabi. Il sait que les musulmans ne se contentent pas d'envoyer leurs fils tuer d'autres musulmans, mais qu'en plus, ils mettent la main à la poche pour financer la liquidation de leur progéniture par les commanditaires.

Cette visite entre dans le cadre du partenariat dont Obama a parlé dans son discours avant les «printemps arabes», signifiant qu'il se fixait un but de créer une chaîne de «partenaires» avec un nombre incalculable de traîtres qui feraient de la surenchère pour abattre les derniers Etats qui résistent à l'impérialisme et même pour se détruire les uns les autres, non seulement pour se partitionner en mini-Etats à caractère ethnique, linguistique ou religieux. Auparavant, François Hollande était occupé à soutenir les bandes de mercenaires en Syrie, un autre cas d'école du terrorisme transnational créé et instrumentalisé par l'Occident : 90% des 100 000 terroristes qui activent dans ce pays sont d'origine étrangère. Tandis que Hollande veut «lutter» contre Ansar Dine au Mali, il recevait à l'Elysée le chef de l'Alliance syrienne, Ahmad Moaz Al-Khatib – un ancien imam intégriste de la Grande Mosquée des Omeyyades de Damas dont il a été chassé pour extrémisme – qui disait soutenir le groupe terroriste An-Nousra que les USA venaient de mettre sur la liste de groupes terroristes et qu'ils continuaient à soutenir eux aussi. Fabius se disait soucieux d'empêcher l'installation d'un Etat terroriste au Mali alors qu'il soutenait An-Nousra à installer des fiefs terroristes à Alep, à Hama, Homs, Damas et ailleurs afin de déboulonner le seul président laïc, progressiste et anti-Israélien qui reste dans le monde arabe. La logique semble complexe, mais au fond, elle est très simple : il ne s'agit pas du deux poids, deux mesures envers les groupes djihadistes. C'est la même logique. Avant de les combattre, il faut les entretenir, et quand ils grossissent, on se met à les combattre pour les victimiser afin que Morsi, Ghannouchi, Hamad et consorts chauffent le tambour pour rameuter des hordes de mercenaires et de barbus, en brandissant le chéquier et le Coran. Les ventes d'armes seront en augmentation exponentielles, comme nous le verrons plus loin. Tous les groupes de mercenaires impliqués au Mali ont agi de concert avec une affectation de rôles pour chacun, y compris pour le MNLA qui fait semblant de se retirer du jeu lorsque l'intervention a lieu, alors que c'est par lui que tout a commencé. Il ne renoncera pas à ses velléités indépendantistes tant que le commanditaire n'a pas obtenu gain de cause : ses récentes déclarations donnent à penser qu'il sert toujours de moyen de pression pour la France. Comme l'invasion qu'il a guidée le 17 janvier 2012, le retrait qu'il opère s'inscrit dans une même démarche où rien n'est fortuit. Bien au contraire, tout a été programmé. Ce que disent les groupes de mercenaires importe peu, tout comme importe peu les déclarations de leurs soutiens wahhabites-salafistes-Frères-musulmans sur les médias et TV égyptiens, libanais, maghrébins ou des pays du Golfe. Dans leurs discours, ils disent leur «haine» de l'Occident, mais la vérité est tout autre : ils agissent au profit de l'Occident, dans le cadre défini par l'Occident, sous les ordres et avec les instructions



L'intervention française au Mali risque de dérapage et d'ouvrir le champ au dépeçage d'un pays ou même de toute une région.

express de l'Occident, soit directement via des centrales de renseignement comme la CIA, le SDECE et la DCRI français, le MI6, etc., ou par l'entremise du Qatar et de l'Arabie Saoudite qui peuvent aussi agir pour leurs propres agendas.

Françafrique et socialisme néocolonialiste

Après l'intervention française au Mali, il devient clair que les velléités séparatistes du MNLA sont plus dictées par les services secrets occidentaux que par des injustices réelles ou supposées. En Afrique du Nord, la majorité des communautés ont vécu des siècles sinon des millénaires en harmonie. Les conflits et les heurts ne sont apparus qu'avec le *divide ut regnes* colonial, et c'est le néocolonialisme qui a exacerbé les conflits, stigmatisé les différences, encouragé les divisions. Des faits troublants laissent penser que l'invasion du Nord-Mali par des rebelles et des terroristes financés par un même commanditaire obéit à un plan minutieux préparé avant la chute de Kadhafi. Quant à l'intervention française au Mali, elle risque de dérapage et d'ouvrir le champ au dépeçage d'un pays ou même de toute une région, à sa mise à sac, voire sa partition, dans le genre des scénarios initiés par la France au Biafra (1967-1970), au Rwanda ou en Côte-d'Ivoire, et par les USA en République de Serbie, en Tchétchénie, en Irak, au Soudan...

Pour montrer que le MNLA est toujours un groupe d'irréductibles qui disent une chose puis son contraire, Moussa Ag Assarid, l'un des leaders du MNLA disait vouloir participer avec les forces françaises à lutter contre ce qu'il appelle les terroristes : «Nous sommes en mesure d'accomplir le travail au sol. Nous avons des hommes, des armes et, par-dessus tout, le désir de libérer l'Azawad du terrorisme.» En outre, dans un entretien accordé au *Soir d'Algérie* (22-26 janvier), Hama Ag Sid Ahmed, porte-parole du conseil du MNLA, dit que ses unités se déploient dans les territoires du Nord-Mali : à quoi sert donc une libération si elle ne désarme pas tous les belligérants ? Questionné sur l'éventualité de rejoindre les unités de la Misma, le porte-parole affirme que «Bilal Ag Achérif, le président du Conseil transitoire de l'Azawad, avait fait une déclaration dans laquelle il expliquait très clairement que le MNLA ne s'allie-

rait pas à la Cédéao. Nous estimons que ces forces, pilotées par l'armée malienne, ne connaissent pas la région et elles risquent fort de s'engager dans une guerre contre la «peau blanche». Cela risque de devenir très dangereux. Ces forces armées ne feront aucune distinction entre les populations civiles et les groupes terroristes.» Il ajoute : «Voilà pourquoi nous privilégions les frappes aériennes ciblées au déploiement de troupes dans l'Azawad», entendant par-là les opérations des troupes françaises. Selon lui, les Français sur le terrain savent distinguer entre civils et terroristes ! Il se révèle davantage en disant : «Je pense que nous aurons également à nous concerter avec les autorités françaises». Au nom de quelle légitimité il se concerterait avec les Français ? Cela signifie donc que les Français prennent langue avec ce groupe de mercenaires : c'est de l'ingérence pure et simple. Finalement, la France semble avoir ressorti un vieux projet gaullien de séparation du Sahara des autres pays – un projet datant de 1957 et appelé «Organisation commune des régions sahariennes» (OCRS) – et semble décidée à nous faire mordre la poussière avec, puisqu'elle trouve des traîtres dans chaque coin de nos pays (lire 7^e partie). Si à l'Azawad, le MNLA veut donner une connotation ethnique, pourquoi donc ne pas y inclure Tamanrasset et tout le Sahara algérien, une partie du Niger, du Burkina Faso et du Sahara libyen ? La France a échoué en 1957, et veut gagner aujourd'hui en s'alliant à l'impérialisme franco-qatari. En créant le MNLA et en l'instrumentalisant, le socialiste Hollande commet le crime le plus grave de l'histoire postcoloniale de la

Depuis plus d'un siècle, les Etats-Unis utilisent le terrorisme comme soutien à leur politique étrangère : l'Afghanistan, le Nicaragua (les Contras), la Tchétchénie, la Bosnie... Les Français quant à eux ne sont pas des amateurs dans le domaine et ils viennent de le prouver au Mali

France. Les relents de la Françafrique puent dans les discours faussement humanitaristes du plus mitterrandien des néocolonialistes. Aujourd'hui, l'objectif avoué d'une intervention au Mali est la lutte antiterroriste mais encore une fois, il s'avère que cet alibi fabriqué a souvent eu bon dos pour l'occupation de régions convoitées, si ce n'est un argument créé de toutes pièces : le cas malien s'ajoute donc aux cas afghan et irakien. La France garde le MNLA sous la main, car il pourrait encore servir de moyen de pression et énième ruse de l'impérialisme.

France. Les relents de la Françafrique puent dans les discours faussement humanitaristes du plus mitterrandien des néocolonialistes. Aujourd'hui, l'objectif avoué d'une intervention au Mali est la lutte antiterroriste mais encore une fois, il s'avère que cet alibi fabriqué a souvent eu bon dos pour l'occupation de régions convoitées, si ce n'est un argument créé de toutes pièces : le cas malien s'ajoute donc aux cas afghan et irakien. La France garde le MNLA sous la main, car il pourrait encore servir de moyen de pression et énième ruse de l'impérialisme.

Les groupes de mercenaires fidèles à leurs maîtres

L'oncle du leader du MNLA, Moussa Ag Assarid, chef d'Ansar Dine, un autre groupe fantoche qui, lui, utilise l'islam comme fonds

Par Ali El Hadj Tahar
elhadjtaharali@gmail.com

de commerce, suit le Qatar, dans une distribution des rôles apparemment écrite par l'ex-secrétaire à la Défense, Hillary Clinton, pour mettre plus de piquant à l'histoire et éparpiller les pièces du puzzle. Le Qatar fait mine d'être en colère contre l'intervention française ou bien l'est-il vraiment que son poulain, Ansar Dine, soit sacrifié et non pas le MNLA ? «Nous espérons que ce problème puisse être réglé par le dialogue. Je pense que le dialogue politique est important et nécessaire. Je ne pense pas que la force règlera le problème», a dit Hamad Ben Jassem Al-Thani, le Premier ministre du Qatar. D'ailleurs, pour montrer sa reconnaissance à ses généreux donateurs du Golfe, Iyad Ag Ghaly a pris pour nom Cheikh Abou Elfadel, ce qui montre son mépris pour la culture touarègue. Ansar Dine était sur le point de proclamer un cessez-le-feu unilatéral, puis voilà qu'Iyad Ag Ghaly accuse ses représentants de trahison et quelques jours après il lance l'assaut contre la ville de Kona pour donner le signal à l'intervention française.

Les Hamad du Qatar ont plus d'un tour dans leur sac : la preuve, un parti islamiste vient d'être créé au Mali. Il est issu d'Ansar Dine et se fait appeler : Mouvement islamique de l'Azawad. Maintenant, même les «islamiques» se revendiquent l'Azawad et non pas du Mali. Si le prétexte indépendantiste ne réussit pas, le prétexte islamiste aura des chances.

Finalement, tous les ramassis d'Ansar Dine se ressemblent : des mercenaires qui doublent leurs revendications islamistes de revendications sur le Nord-Mali. Quelle différence alors avec le MNLA ? Aucune, que la duplicité, la lâcheté et la ruse pour satisfaire les desiderata de la France. Mais ni les Touareg ni les autres factions du Nord-Mali ne se laissent duper. Le Mouvement islamique de l'Azawad a été créé pour diviser les Touareg et les peuples avec lesquels ils ont toujours vécu en harmonie. D'ailleurs, les scènes de pillage et de violence entre les différentes ethnies en représailles de celles subies depuis janvier 2012 à cause d'Ansar Dine et du MNLA attestent que le feu de la fitna a commencé, avec son lot de vengeance. Ce parti vise aussi à créer davantage de divisions au sein des Touareg et à politiser cette population dans le mauvais sens du mot, alors que pour eux, la citoyenneté se pratique dans les faits, par le travail et la solidarité traditionnels imposés par l'environnement hostile. Les credo ethniques comme les credo d'une «Dawla islamiyya» sont le camouflage entrant dans un projet global de partition et de destruction des Etats islamiques et de la nation islamique dans sa globalité. Les déclarations du MNLA autant que la création du parti islamiste touareg montrent que les causes et les effets sont intimement liés, pas uniquement au menu fretin des supplétifs et des valets, mais des ordonnateurs et décideurs de l'ombre. Tous les chefs des groupes maliens pseudo-djihadistes et pseudo-rebelles du MNLA et d'Ansar Dine viennent du même mouvement du MPLA et du MPA responsables des anciennes rébellions qu'Alger a eu à régler notamment en 1992 et en 2006. Mais aujourd'hui, ce sont des manipulateurs exogènes qui avancent ces pions sur le terrain. Depuis plus d'un siècle, les Etats-Unis utilisent le terrorisme comme soutien à leur politique étrangère : l'Afghanistan, le Nicaragua (les Contras), la Tchétchénie, la Bosnie...

Les Français quant à eux ne sont pas des amateurs dans le domaine et ils viennent de le prouver au Mali, en manipulant plusieurs marionnettes à la fois, le MNLA Aqmi, Ansar Dine, Mujao, et cela s'est sans doute fait en coordination avec le Qatar, ce nouveau membre non déclaré de l'OTAN.

A. E. T.
(A suivre)